L'ABEILLE.

IMPRIMÉE ET PUBLIÉE TOUS LES JOURS PAR
JÉROME BAYON.

JEUDI (MATIN) 25 Août 1831.

INTÉRIEUR.

NOUVELLE-ORLÉANS, 25 août.

Dans la séance du conseil de ville d'hier, il a été adopté une résolution par laquelle le conseil alloue une somme de $2,000, pour être distribuée aux malheureux qui ont souffert dans le dernier ouragan. Cette résolution honore à la fois le membre qui en a conçu la première idée et qui l'a proposée, et l'assemblée qui l'a adoptée.

La malle de la Mobile, arrivée hier, nous apporté les journaux de New-York du 10 courant; ils annoncent l'arrivée du navire *Manchester*, capitaine WATKINSON, par lequel on a reçu des dates de Londres du 30 juin et de Liverpool du 1er. juillet. Nous le disons à regret, ces nouvelles, qui d'ailleurs ne sont d'aucune importance, ne confirment pas le changement qui, selon les lettres apportées par le *Romulus* (du Hâvre,) aurait eu lieu dans le ministère français; mais à tout prendre, on ne doit pas en être surpris, car les lettres apportées par le *Romulus* (parti du Havre le 29) ont été probablement écrites à Paris le 28; or, les journaux de Londres du 30 ne contiennent que les nouvelles du 29; et à cette date, on ne pouvait avoir reçu à Londres que les journaux de Paris du 28, contenant les nouvelles du 27. Donc, si le changement qu'on dit avoir eu lieu dans le ministère français n'a été connu que le 28, les journaux anglais apportés par le *Manchester* ne peuvent en faire mention.

Une assertion qui nous paraît être de la plus haute importance se trouve dans un article du *Courrier* de Bruxelles; il résulterait de cet article, que la même harmonie a cessé de régner entre les membres du congrès de Londres; et que les représentans de la France et de l'Angleterre, abandonnant les principes soutenus par ceux des trois autres puissances, ont conseillé au prince Léopold d'accepter la couronne de Belgique, aux conditions auxquelles elle lui est offerte; les deux puissances qu'ils représentent étant enfin décidées à appuyer les prétentions du congrès belge. Ce fait n'est pas impossible, et l'on reconnaîtrait là l'influence de la politique anglaise, qui, tout en conseillant à la France de céder sur un point aux vœux qu'exprime depuis un an l'opinion publique, l'a conduite à travailler à consolider l'élection d'un prince anglais au trône de Belgique. Merveilleuse duperie! qui prouverait que le cabinet français a donné tête baissée dans les filets de la diplomatie anglaise.

Don Pedro est arrivé à Londres; il a annoncé son intention de n'y être reconnu que comme duc de Bragance, sans aucune prétention au trône du Portugal, excepté comme protecteur de sa fille doña Maria, à qui il est prêt à consacrer ses services personnels et toute sa fortune particulière, s'il est nécessaire, pour la replacer sur le trône qui a été usurpé par son coupable oncle. Un dit que don Pedro a près d'un demi-million en argent comptant, qu'il se dispose à employer dans la première expédition contre l'usurpateur. Il a aussi, au Brésil, une mine de diamants et d'autres possessions, et en Portugal, le duché de Bragance, qu'il est disposé à sacrifier s'il le faut pour soutenir la cause de la monarchie constitutionnelle. Il se prépare des arrangemens pour remplir ses intentions à l'égard de sa fille, sans compromettre le système de non-intervention adopté par le gouvernement anglais; on ne doute pas du succès de ce projet. La réception faite à don Pédro en Angleterre, a été à la fois agréable pour lui et honorable à la nation anglaise: le roi lui a écrit de la manière la plus obligeante, et les ministres ont ordonné de le traiter avec tout le respect et toute l'aménité possible.

Les dates de Varsovie sont du 17 juin, c'est-à-dire d'un jour plus fraiches que les précédentes: il n'y avait eu aucun combat entre les deux armées principales depuis l'affaire d'Ostrolenka. Les nouvelles des provinces russo-polonaises insurgées sont des plus encourageantes, ainsi qu'on le verra par l'article *Lemberg*, 6 juin.

Du reste les journaux que nous avons sous les yeux ne contiennent guère que la répétition de ce que nous connaissions déjà.

NOUVELLES ATTENDUES.

Le navire SHEFFIELD, parti de Liverpool le 8 juillet, était arrivé au bas de la rivière de New-York aux dernières dates de cette ville. Les éditeurs de l'Inquirer et des journaux du soir n'avaient pu obtenir leurs liasses avant l'heure de la publication de leurs feuilles. Nous comptons en conséquence que le courrier de samedi nous apportera beaucoup de nouvelles, et nous espérons n'être pas les derniers à les communiquer au public, si elles sont de quelque importance.

NEW-YORK, 10 août.

Le navire *Romulus*, parti du *Hâvre* le 29 juin, n'apporte malheureusement aucuns papiers, et les nouvelles incertaines arrivées par cette voie se trouvent dans des lettres particulières écrites la veille du départ. Elles annoncent que la guerre est plus probable que jamais; que le maréchal Soult remplace M. Casimir Périer dans la présidence du conseil et qu'un corps d'armée marche sur la Belgique. Les chambres sont convoquées pour le 23 juillet et les fonds publics ont éprouvé une baisse considérable. Le bruit avait couru au Hâvre qu'Anvers avait été brulé: cette nouvelle n'est pas probable, car elle eût été connue à Londres le 27 juin.

S'il faut en croire les bruits de Londres, que les conférences ont été rompues brusquement, et que les plénipotentiaires des puissances continentales ont protesté contre les décisions de la France et de l'Angleterre, les nouvelles reçues du Hâvre sont très-probables, et les mesures prises par le gouvernement en seraient une conséquence naturelle. La nouvelle, donnée comme positive, de la convocation des chambres pour le 23, est fort importante, et présage de grands événemens. Le gouvernement français a repoussé la réunion de la Belgique à la France par crainte de la guerre, il serait curieux qu'il la fît aujourd'hui pour placer sur le trône un prince anglais.

(Cour. des E. U.)

EXTÉRIEUR.

BELGIQUE.

BRUXELLES, 25 juin, au soir.

Dans la séance du congrès d'aujourd'hui, la discussion s'est élevée sur le budget pour six mois, à commencer du 1er. juillet; il a été adopté par une majorité de 108 voix contre 3. Il ne paraît pas que le besoin d'argent soit fort grand; car quoique l'on n'ait pas perçu plus d'un quart de l'emprunt forcé de 1,000,000 de livres, il y a dans le trésor un excédent de 400,000 livres. Le budget a été adopté sur les mêmes principes que celui des six derniers mois.

(Extrait du *Courrier*.)

La conférence des plénipotentiaires sera divisée en deux opinions sur nos affaires. D'un côté seront la Russie, l'Autriche et la Prusse; de l'autre, la France et l'Angleterre. Les premières insisteront sur le maintien des protocoles, aussi bien à l'égard du territoire qu'à l'égard de la dette, et elles déclareront que la conférence doit nous contraindre par la force à les observer. Les dernières reconnaîtront la nécessité de modifier ces actes de la conférence, s'étant assurées que les Belges sont déterminés à s'y opposer de tout leur pouvoir, comme dérogeant à l'honneur national, et incompatibles avec l'existence du nouvel état.

Cette division entre les cinq puissances, sur une question qui comprend celle de la paix et de la guerre, a décidé les cabinets d'Angleterre et de France à émettre seuls une opinion, indépendamment des autres puissances, sur les affaires de la Belgique. Ils ont décidé que le prince Léopold accepterait la couronne de Belgique, qu'il jurerait la constitution et emploierait son royal pouvoir à en assurer l'exécution. La France et l'Angleterre seront disposées à nous soutenir, lors même que les trois puissances dissidentes interviendraient dans la guerre entre les Belges et le roi Guillaume.

Il paraîtrait que la question belge n'est pas le seul motif de cette division. Les événemens de Pologne y ont puissamment contribué, l'empereur Nicolas ayant refusé dédaigneusement toute médiation tendant à mettre fin au carnage de ce pays. Mais la principale cause, qui domine toutes les difficultés moindres, c'est l'incompatibilité des principes de la révolution avec le pouvoir absolu.

AFFAIRES DE POLOGNE.

VARSOVIE, 17 juin.

L'armée principale, qui était à Praga depuis l'affaire d'Ostrolenka, s'étant reposée de ses fatigues, et augmentée des nouvelles levées, est sortie de ses cantonnemens le 14 et marche contre l'ennemi. Ce mouvement a eu lieu probablement par suite de la nouvelle de la mort du maréchal Diébitsch.

L'insurrection de la Lithuanie à réussi au delà des espérances des amis de la Pologne. Le général Gielgud, avec une armée de 10,000 hommes, braves et bien disciplinés, encourage le peuple à se soulever dans les endroits où il ne l'est pas encore, et le soutient dans ceux où il s'est déjà armé pour la cause de l'indépendance. Les insurgés des autres provinces réunies à la Russie, ont acquis des forces et seront bientôt à même de vaincre les Russes.

LEMBERG, 6 juin.

L'insurrection de la Podolie et de l'Ukraine s'étend chaque jour davantage, excepté dans le voisinage immédiat de Kaminiez, occupé par le général Rudiger, avec un corps de 6,000 hommes. Les nobles, en émancipant leurs serfs, ont excité un tel enthousiasme, que déjà 60,000 hommes sont sous les armes, et ont juré fidélité au gouvernement de Pologne. La famille de Sobanski a été la première à donner ce sage et noble exemple, qui a été suivi de suite par les familles d'Orlowski, de Tiskiewicze, de Kozlowski, &c. La principale force des insurgents consiste en cavalerie. Ils ont déjà 15 pièces d'artillerie, dont 9 furent prises au moment de la première explosion, et 6 dans une occasion plus récente. Un corps de 500 Volhyniens insurgés a fait une tentative inutile pour se réunir à Romarino et Chrzanowski; pressés par les Russes, ces 500 braves ont été obligés de se jeter dans la Gallicie, où ils ont été désarmés.

ANGLETERRE.

LONDRES, 29 juin.

Nous devons avouer que l'horison politique de la monarchie française est assez sombre. La presse de la capitale, qui n'a jamais pu se contenter d'une administration quelconque durant un mois entier, a commencé maintenant à élever plus haut ses plaintes, et elle attaque le souverain lui-même. Le parti républicain dit qu'il a élevé Louis-Philippe au trône, quand il aurait pu placer Lafayette dans le fauteuil d'un président, et il accuse sa majesté d'ingratitude et de mauvaise foi pour ne pas avoir entouré son trône d'institutions républicaines; ou en d'autres termes, pour n'avoir pas fait de la monarchie une république.

LONDRES, 27 juin.

Nous avons reçu hier au soir les journaux belges du 25 juin et de quelques jours auparavant. Ils ne sont remplis que de conjectures sur l'intention du prince Léopold d'accepter ou de refuser la couronne. On croyait à Bruxelles que S. A. R. avait enfin consenti à devenir roi, coute qui coute, avec l'approbation de l'Angleterre et de la France, mais contre la protestation des autres membres de la conférence de Londres. Ainsi introduit dans cette assemblée, ce schisme en aurait causé la dissolution immédiate; et lord Palmerston, le ministre anglais de la Sainte-Alliance, se serait en conséquence démis de l'emploi de secrétaire de la guerre. On attendait à Bruxelles, le 29 ou le 30, l'arrivée des députés, chargés de l'ultimatum du prince.

Nous sommes autorisés à croire que la députation n'a quitté Londres que fort tard, la nuit dernière. Il est certain aussi qu'ils sont chargés de la décision positive du prince sur l'offre de la couronne; mais il n'appartient encore qu'à la diplomatie de savoir si S. A. R. a confié aux députés le bonheur d'annoncer à leurs compatriotes la paix et l'indépendance, ou si elle ne leur a laissé d'autre ressource que de les appeler aux armes pour venger les blessures faites à leur orgueil national. Ce sujet paraît avoir été discuté avec le plus grand intérêt et avoir excité même une vive inquiétude pendant ces trois derniers jour: car vendredi 24, les commissaires et lord Palmerston sont restés quatre heures entières en conférence particulière avec le prince Léopold. Samedi, les ministres étrangers ne finirent leur discussion sur ce même sujet qu'à minuit et alors ils allèrent en corps chez le prince, avec lequel ils passèrent plus de deux heures. Hier encore, dimanche, il y eût une conférence, et ce ne fut que fort tard que les députés reçurent la réponse définitive qu'ils attendaient; ils partirent aussitôt pour Bruxelles. Nous apprendrons bientôt qu'elle était cette réponse.

Les affaires de Pologne continuent de réussir au gré des patriotes, mais la crise qui doit décider de leur sort s'approche à grands pas. Le gros de l'armée, sous les ordres du général Skrzynecki, après avoir pris du repos et reçu quelques renforts à Praga, a quitté cette position le 14 pour prendre l'offensive contre l'armée russe. C'est là peut-être la dernière fois que ces braves patriotes iront tenter la fortune dans les hasards d'une bataille, car on dit qu'ils sont déterminés à ne revenir à Praga qu'en vainqueurs, ou à s'ensevelir sous ses ruines.

On représente l'armée russe comme dépourvue de tout et entièrement découragée; les Polonais à qui rien ne manque, armes, munitions ou provisions, sont pleins de courage et de confiance dans le résultat de la campagne. On ajoute même que les Russes ont déjà fait des ouvertures pour en venir à un accommodement mais qu'elles ont été rejetées avec dédain. Le général Chrzanowski, dit un journal de Varsovie en parlant de la guerre sur les frontières de la Gallicie, vient de remporter un grand avantage sur le général Rudiger, à environ deux milles de Zamosc; les détails n'en sont pas encore connus. Le cholera-morbus fait malheureusement d'affreux ravages dans cette province et on dit qu'il s'est manifsté à Hambourg. Il faut nous attendre à des événemens décisifs; d'ici à quelques tems ils éclateront dans le voisinage de Varsovie.

—Il est impossible, en jetant un coup d'œil sur les affaires de l'Europe entière, de n'être pas frappé de la perspective sombre qu'elles présentent; et il ne peut en même tems échapper à l'observateur le plus superficiel que cet état de désorganisation n'est produit que par la lutte de deux pricipes en opposition directe l'un avec l'autre et dont les actes, en partie commis au grand jour et en partie cachés dans les ténèbres, tendent sans cesse à la ruine l'un de l'autre. D'un côté sont l'égoïsme, les préjugés et le despotisme de quelques chefs politiques, de l'autre sont les vœux, les droits et les libertés de leurs sujets. Les choses ne peuvent long-tems rester dans cette position peu naturelle; il faut donc redouter ou espérer une collision prochaine, qui établira l'ascendant des chefs ou les libertés des peuples. En France nous craignons aussi qu'une mine, saturée des élemens combustibles qui s'y accumulent sans cesse, ne soit déjà prête à éclater sous les pieds de Louis-Philippe et à lancer contre d'autres souverains des brandons de guerre. Ce sentiment défavorable contre le Roi des Français ne doit son existence qu'au soupçon, peut-être mal fondé, qu'il a abandonné ou sacrifié les principes que lui attribuaient ses sujets lorsqu'ils l'élevèrent au trône. Un grand nombre de bons patriotes ne voient dans sa conduite que le résultat d'une politique pleine de pusillanimité et de petitesse, qui le porte à laisser avilir la France dans ses relations avec les autres gouvernemens et à placer au ministère, au lieu d'hommes populaires, des hommes qui n'ont aucune sympathie pour la liberté ou la gloire de leur patrie. Ils accusent le Roi de n'avoir d'autre objet que de maintenir sa famille sur le trône et de vouloir à tout prix conserver la paix qu'il regarde comme le moyen le plus certain et le plus économique d'établir sa dynastie. Les élections prochaines, si nous pouvons juger de leur résultat par l'expression des sentimens de la nation, et les délibérations de la nouvelle chambre des députés donneront certainement, tant au dehors qu'en dedans, une impulsion toute différente à la politique française. *(London Courier.)*

Outre les détails que nous donnons aujourd'hui, sur l'armement qui se fait en ce moment, nous savons encore que les pilotes engagés pour les transports et les bâtimens qui doivent être affrétés par le gouvernement, sont choisis parmi ceux qui connaissent la navigation de la Baltique.

D'après plusieurs communications reçues de France depuis notre dernière publication et surtout d'après la teneur des nouvelles qu'apporte le bateau à vapeur d'hier, nous sommes préparés à apprendre une union plus resserrée entre l'Angleterre et la France. Peut-être que, malgré la Sainte-Alliance et les Torys d'Angleterre, la restauration de la Pologne est réservée au plus sage, au meilleur et au plus grand homme-d'état que l'Angleterre ait possédé depuis la mort de Charles James Fox.

(Un journal de Londres.)

—Nous apprenons que Don Pedro, qui va résider dans ce pays, possède un revenu de 7,000 liv. stg., dont il a apporté le capital. Il a laissé à Rio une somme très forte placée dans les fonds publics et 2,000 esclaves. On nous dit aussi qu'il a adressé une lettre à S. M. pour la remercier des attentions qu'elle a eues pour sa fille doña Maria, qu'il est toujours déterminé à replacer sur le trône de Portugal, quelques sacrifices qu'il puisse lui en coûter.

Le typhus règne toujours dans notre ville et ses faubourgs; cette cruelle maladie y fait d'affreux ravages, surtout dans ces rues étroites et longues, où l'air ne peut pénétrer et où l'atmosphère reste toujours chargée de miasmes contagieux. *(Glasgow Chronicle.)*

FRANCE.

Aux Lecteurs de l'arrondissement de Meaux.
(SUITE.)

Vous me demanderez, mes chers commettans, si nous marchons toujours dans les voies de juillet: je ne le pense pas. Aussi, lorsque, après la formation de dix-sept cent mille gardes nationaux et l'heureuse issue de la crise de décembre, je quittai mon commandement, dont Paris faisait partie (et celui-ci, m'eût-il été offert à part, n'était pas moins incompatible avec les ombrages qui avaient provoqué ma démission); alors, dis-je, il y eût pour moi un double dédommagement: car, outre la conservation d'une égale confiance et affection de mes frères-d'armes, je pensai que, si le maintien de ma situation avait pu tromper le public sur les déviations de l'impulsion de juillet, je n'aurais plus à me reprocher son erreur. Mais, en rentrant dans ces voies, direz-vous, pourrait-on consolider notre gouvernement, notre liberté, notre repos et notre bonheur? Je le crois fermement; les prochaines élections en décideront.

Sans doute, il n'y a pas d'indiscrétion électorale à s'assurer d'avance, dans notre situation actuelle, de l'opinion d'un candidat sur ce qu'on n'a pas mal désigné sous les noms de *résistance* et *mouvement*. Je ne sais aussi pourquoi nous nous retrancherions derrière l'insuffisance de nos lumières sur cette question constituante et si simple: Voulez-vous, oui ou non, des législateurs héréditaires et des représentans qui ne représentent qu'eux-mêmes?

A l'époque où fut renversée cette royauté, que la veille encore on trouvait légitime et sacrée, l'opposition d'alors réunissait, d'une part, des hommes qui avaient souhaité, ou servi, ou s'apprêtait à servir la restauration; des habitues du régime antérieur encore moins libéral; des aristocraties de diverses sortes; quelques orléanistes, dont les timides rêves restent dans les sommités sociales, tous fort respectables sans doute, et plusieurs mes amis personnels, mais dont la fibre politique s'accommodait mieux des imperfections d'une Charte octroyée que des conséquences d'une liberté populaire, et dont notre révolution avait beaucoup plus que comblé les désirs.

De l'autre part étaient des patriotes antipathiques à la dynastie imposée, impatiens de liberté, sympathisant avec le peuple, ne croyant pas que le sang de six mille braves fût assez payé par le succès d'une quasi-restauration dont on essayait de ramener les doctrines, et cherchant l'ordre public, non dans les préjugés, les privilèges et les faiblesses du petit nombre, mais dans la satisfaction et l'appui des masses nationales. Entre ces deux systèmes, c'est aux électeurs à choisir.

Certes, ce n'est pas moi, vieux et constant défenseur, victime dévouée et soldat récent de l'ordre fondé sur la liberté; moi qui, sans distinction de prétextes ou de partis, ai de tout tems flétri le crime, combattu l'oppression, et n'ai jamais fléchi l'injustice ou la violence populaire, qu'avec un peu de mémoire et de bon sens on soupçonnera d'être l'ennemi de cet ordre public. Il m'appartient donc, tout en détestant l'anarchie, tout en déplorant les désordres qui ont eu lieu, de m'élever contre le parti qu'on a voulu en tirer pour faire redouter ce complément de liberté sans lequel, au contraire la tranquillité publique et la conservation de l'ordre actuel seront, à mon avis, toujours et éminemment en danger.

C'est ainsi que, sans borner l'existence sociale de la France à une politique d'agiotage, et son avenir à une liquidation de la fin du mois, je mets pourtant trop de prix au bon état de nos fonds publics, pour n'avoir pas souvent regretté que le crédit ait souffert de l'exagération même de ces alarmes domestiques. C'est ainsi qu'en m'affigeant de leur fâcheux effets sur le commerce et les autres industries, qu'on ne rétablira pas, je pense, en mécontentant les espérances, restreignant les libertés, et monopolisant les profits d'une révolution toute populaire, je m'étonne de l'affectation qu'on met à faire oublier que, bien avant cette révolution, des causes très-indépendantes d'elle avaient déjà produit, non seulement en France, mais dans toute l'Europe, la gêne manufacturière, les mécomptes dans les spéculations, l'ébranlement des maisons les plus florissantes.

En m'expliquant ici sur la question de la guerre, il ne s'agira pas de la personne de votre candidat, vétéran de la cause des peuples, dont le dévoûment à sa religion de liberté lui a valu l'honorable animadversion des despotismes et aristocraties de ce monde, et la touchante confiance des patriotes de divers pays; cette existence individuelle lui tient lieu des autres ambitions, et il n'est pas tenté de l'abdiquer. Ce dont il s'agit, c'est notre politique nationale, depuis qu'elle avait été replacée à la tête de la civilisation européenne.

Mon expérience de plus d'un demi-siècle m'a rendu fort incrédule sur les sympathies du droit divin avec la souveraineté populaire, des pouvoirs arbitraires avec nos contagieuses libertés, des jalousies contre la France avec le libre développement de nos facultés. Après tant de coalitions, de déceptions, et notre conviction mutuelle que la jouissance heureuse et tranquille de nos droits deviendrait par elle-même une sorte de propagande, je n'attendais pas une sincère résignation de la *Sainte-alliance*, avant même que j'eusse pu donner ces preuves incontestables dont l'héroïque Pologne a suspendu l'effet. Il m'est difficile aussi de concevoir notre dévotion aux traités de 1815, dont la clause principale reverrait Guillaume III à Bruxelles, Charles X à Paris, et Louis-Philippe à Neuilly. Encore moins admettrai-je la supposition d'une politique aussi insensée que coupable, qui essaierait de se légitimer au sein de cette alliance anti-gallicane, en promettant d'entraver les progrès de la liberté en France, et de tolérer les croisades étrangères contre la liberté des autres peuples.

Peut-être aurions-nous pu, en représailles du passé, en prévoyance de l'avenir, porter nous-mêmes sur la surface de l'Europe l'explosion de juillet, dont le coup électrique s'est déjà ouvert des cratères dans d'autres contrées; mais en réservant cette stratégie pour le cas où des coalitions viendraient encore attaquer notre indépendance, le peuple français avait bien au moins le droit de persévérer dans le système généreux et préservateur qu'on a depuis dénaturé, calomnié sous le nom mensonger de *guerre à tout prix*.

Quoi! la vieille diplomatie de l'Europe se mettait autrefois en émoi, en guerre même pour un transfert de village, ou un cousinage de prétentions; elle s'est depuis transformée en gendarmerie pour détruire, d'abord chez nous, ensuite partout ailleurs, en nous rendant complices, l'indépendance et la civilisation humaines, et la France de juillet 1830, saluée à son réveil par les acclamations du monde entier, s'oublierait au point de tolérer, contre tout droit des gens, ancien et moderne, l'intervention armée des gouvernemens étrangers dans les autres pays pour y flétrir notre exemple, éteindre leurs sympathies avec nous, et, par l'anéantissement du principe vital de notre existence, par la destruction de nos alliés naturels, justifier d'avance et faciliter une invasion de notre indépendance et de notre territoire? Voyez où nous ont conduits aujourd'hui, dans l'intérêt de la Belgique, dans celui de la France, dans nos relations réciproques, les protocoles de congrès, les combinaisons hétérogènes, les imbroglios diplomatiques! A compromettre le nom français dans des intrigues et des menaces contre cette indépendance, fille aînée de notre révolution pour laquelle nous nous étions, dès les premiers momens, si hautement et si utilement déclarés.

Lorsque la nation polonaise, triplement affranchie par notre principe de souveraineté, par les brigandages successifs dont elle fut victime, et par la dernière violation du pacte faite avec elle, arrête le mouvement des Russes contre nous, en versant les restes de ce sang depuis long-tems prodigué pour la France, qui nous empêchait de protester hautement en sa faveur, de recevoir ses représentans de ne pas rester envers elle au-dessous de l'abandon qui fit la honte du règne de Louis XV?

Quant aux derniers malheurs de l'Italie, aux interventions autrichiennes, aux horreurs qui nous indignent, depuis les capitulations violées jusqu'aux atrocités du tyranneau de modène, vil assassin de ce vertueux Menotti auquel il devait la vie, la faute n'est certes, quoi qu'on ait osé publier, et sans parler des autres gages, ni à ceux qui avaient dans leur droit de député, rappelé à l'assentiment de la chambre et des ministres réunis une définition claire et précise du système français de non-intervention, et n'avaient été démentis par personne, ni à nos légations, qui avaient signifié le *non-consentement* et averti à tems le conseil du roi; elle est encore moins aux patriotes italiens, qui avaient dû voir dans cette signification publiquement avouée que *ne jamais consentir* équivalait à une promesse d'*empêcher*.

La faute en est à une de ces déviations de la noble impulsion de juillet, que j'appellerai à mon tour *la paix à tout prix*, fût-ce au prix de nos intérêts, de nos prévoyances, de notre considération, au prix de la paix elle même: car s'il eut suffi pour arrêter l'Autriche d'agir avec fermeté, je pense qu'aussi dans tout autre cas la pusillanimité ne peut qu'enhardir la malveillance et encourager l'invasion.

Encore un mot, mes chers commettans, sur la pairie héréditaire.

Instruit par la pratique d'expériences antérieures à 89, je regrettai que l'Assemblée Constituante eût préféré l'unité de législature à sa division en deux chambres électives. Mais, sans discuter ici les conditions sénatoriales dont la révolution de 1830 a formellement légué le soin aux représentans que nous allons nommer, j'ai la ferme assurance que la question principale n'est plus douteuse. Ce n'est pas dans notre siècle de lumières, dans notre pays d'égalité, que de vieux préjugés aristocratiques, déclinant eux-mêmes graduellement dans leur foyer étranger, que des intérêts de pairies actuelles, ou des ambitions de pairies futures, ou des égards de société et d'amitié, pourraient enraciner en France deux ou trois cents petites légitimités sans objet, qui, loin de soutenir le trône constitutionnel, risqueraient de l'entraîner un jour dans leur chute et qui répugnent également à l'instinct du plus simple bon sens, et aux droits représentatifs d'une nation libre, indépendante et souveraine.

Telles sont les observations que, dans ce moment critique d'élections, ma conscience m'a dit de publier. Si je me suis permis de rappeler des faits personnels, c'est uniquement pour obtenir, je l'avoue, plus de confiance à ce qu'on appellera sans doute des *théories*, comme Napoléon disait *idéologie*. C'est aussi pour séparer, une fois de plus la cause sacrée de la liberté d'avec les hérésies qui la dénaturent, les excès qui l'ont retardée, les crimes qui l'ont profanée, et les apologies qui la perdraient encore si elle n'avait pas son refuge dans les purs souvenirs et les sublimes sentimens qui ont caractérisé la grande semaine du peuple.

Recevez, mes chers commettans, l'expression de ma reconnaissance, de mon dévoûment et de mon respect. LAFAYETTE.

MÉLANGES.

LE TRIBUN DE VILLAGE.

Ce personnage des plus originaux a paru ces jours derniers sur les bancs de la cour d'assises de la Meuse.

Plafonneur par état, Bourry est homme politique par goût. Il n'a pas reçu d'éducation, il est pauvre, il a six enfans, n'importe. Avant tout, c'est de l'opposition qu'il faut à cette tête ardente. Il lit les journaux aux gens de son village, il les leur commente avec chaleur; souvent avec bon sens et esprit, et si quelqu'un d'eux vient le chercher au milieu de ses plâtres pour se plaindre à lui d'un abus municipal, il est bien sûr de le voir aussitôt jeter sa truelle et son tablier, publier partout l'injustice, la prouver, en demander raison et qui mieux est, l'obtenir. Aussi Bourry s'est fait craindre des autorités du lieu par ses mouvemens oratoires et ses lazzis, mais en revanche, tout bizarre qu'il est, ses compatriotes le chérissent.

On lui reprochait d'avoir commis certaine incartade. On disait que le 18 février il avait crié *vive Charles X*, dans le cabaret du village, et annoncé que le drapeau blanc flottait à Paris et à Bordeaux. Voilà la cause de son procès en cour d'assises. Il s'est présenté à l'audience portant à sa main un journal d'une dimension peu commune, les curieux se pressaient autour de lui: c'était plaisir de le voir avec sa pétulance, sa démarche altière, son regard assuré, son air d'inspiration, et d'entendre sa voix retentissante et ses lazzis.

Invité par M. le président à s'expliquer sur l'accusation, il s'en est acquitté ainsi:

"Messieurs, a-t-il dit, voici le fait: je vous supplie de m'entendre. Tel que vous le voyez, Bourry est abonné au *Temps*. Le 18 février, j'y fis lecture de l'aventure d'une mascarade à Paris sur les boulevards; Charles X était représenté sur un âne, tenant d'une main un Bréviaire, et de l'autre son épée vierge. Moi, comme vous pensez bien, je n'eus rien de plus empressé que de courir chez mon voisin le cabaretier. Je leur zy lus l'article du journal *dont auquel* je viens de parler, et je dis: A présent on peut bien crier *vive Charles X*, puisque le voilà qui se promène au boulevard à Paris. Alors je crisai, *vive Charles X*, en étendant le bras, mais c'était par moquerie, car j'écartais les doigts: même que madame la cabaretière que voilà m'en fit la représentation en disant: Tu fais comme les mauvais payeurs, tu écartes les doigts en levant la main. Et voilà tout, Messieurs."

Après une courte délibération, le jury a déclaré Bourry innocent, et aussitôt Bourry s'est s'est levé et s'est écrié avec l'accent de l'inspiration: MM. les jurés, je vous remercie, la science et la modération sont de tous les âges et de tous les pays. Le jugement que vous venez de rendre retentira dans toute l'Europe entière. Non, Bourry n'est pas un blanc, c'est un grand et bon patriote; que l'ennemi se montre à la frontière et l'on verra le plafonneur y courir un des premiers. *Vive Louis-Philippe!*

—Bonald comparaissait sous la prévention de rébellion contre la garde nationale. Bonald était doublement dans son tort, car on voulait l'arrêter au moment où il maltraitait horriblement une femme et deux enfans.

M. le président: Pourquoi maltraitiez-vous cette femme?

Bonald: Monsieur, c'est ma femme. (On rit.)

M. le président: Croyez-vous que cela vous donne le droit de la maltraiter?

Bonald: Dam, puisque c'est ma femme. (On rit.)

M. le président: Pensez-vous aussi que vous auriez le droit de la tuer?

Bonald: Pour ce qui est de la tuer.... je ne dis pas. (On rit de nouveau; et Bonald se rassied tranquillement, paraissant ne pas comprendre les limites qu'on veut imposer à son droit marital.)

On pense bien que cette excuse n'a point été admise par le tribunal, et Bonald a été condamné à un mois de prison.

NÉCROLOGE—*(Communiqué.)*

Est décédée, mardi 9 août dernier, à 4½ heures du matin, Ve. **AMBROISE PARDOS**, née Pierre Joseph Lambert.

En 1807 elle perdit un époux qu'elle chérissait; la situation infortunée où la plongeait, avec deux enfans en bas âge, ce coup inévitable du destin, jointe à l'amertume de chagrins domestiques, n'a pas peu contribué depuis ce temps à hâter le terme de son existence, qu'elle a vu arriver néanmoins, comme ses malheurs, avec l'œil du sage et le courage du philosophe. Sa tendresse maternelle ne se démentit jamais; et l'éternel, qui l'a sans doute en ce moment récompensée des peines qu'elle a éprouvées sur cette terre de misères, l'avait sans doute aussi aidée à souffrir des maux dont le plus grand stoïcisme se fut peut être plaint, pour offrir à ses enfants à sa dernière heure, le tableau de la mort du juste, du sage, du véritable chré-tien, et le consolant espoir d'une vie plus heureuse pour elle.

Le concours nombreux des personnes respectables qui ont accompagné ses restes à leur dernière demeure, prouve assez combien l'ont apprécié tous ceux qui l'ont pu connaître, et combien elle emporte avec elle de regrets et de larmes.

Liste Maritime.

PORT DE LA NLLE.-ORLÉANS.

Expédiés avant-hier.

Goël. Elizabeth, Forsyth, Pensacole, capiaine.
Goël. Teta, De Yaza, Havane. C Palaces.

Arrivés avant-hier.

Bat.-à-vap. Huntress, Mayer, de Vicksburg, —26 pas.
Brick Backus, Compeland, de Philadelphie.
Nav. Trescot, Potter, de la Havane.
Goël. Galatea, Rabasa, de Matanse.

MEMORANDA.

En charge au Havre pour New-York, navires United-States, Windsor, devant partir le 1er. juillet; Helvetia, Minor, le 10; Valhalia, Stevens, le 5 Formosa, Orne, do.

TIRAGE DE LA LOTERIE
DES NATCHITOCHES, 14ème. *classe*,
22, 24, 5, 9.
25 août J. B. FAGET, *Directeur*.

TROIS pauvres mais honnêtes marchands caboteurs, voulant se réjouir du bonheur qu'ils ont eu d'avoir essuyé le mauvais temps dernier sans aucun accident, se réunirent hier, à l'hôtel de M. Guillaume, pour y prendre un petit repas d'amis entr'eux. Leurs habits, il est vrai, n'étaient pas chamarrés de rubans et de croix, mais ils étaient simples et tels que les portent les hommes de leur profession. En se comportant décemment et payant tout ce qu'ils demandaient, ils avaient lieu d'espérer qu'aucune vexation ne leur serait faite; mais ils ont vu avec peine, que bien qu'ils se trouvent dans une république, on y regarde encore plus à *l'habit* qu'à *l'homme*, du moins c'est la manière de voir de certaines personnes: il est douloureux pour eux de s'être apperçu que M. le consul français, de cette ville, est de ce nombre. Représentant d'une nation qui vient de secouer le joug des anciens préjugés, et ayant pour modèle un monarque aussi simple dans son costume qu'affable envers son peuple, M. le consul, disons-nous, n'aurait pas dû nous trouver déplacés à une table près de la sienne, et s'amuser à notre dépens comme il l'a fait.
JOSEPH M. DUCLOS.
DE LAPIERRE.
25 août—3 E. ROVELET.

UNE dame française désirerait se livrer à l'éducation des jeunes personnes, elle est protégée des familles les plus recommandables de ce pays: elle pourrait également tenir une maison. S'adresser au bureau de cette feuille.
25 août—

RIZ à vendre par
25 août J. MAGER.

Le soussigné vient de recevoir de New-York, un joli assortiment de **CHAUSSURES**, savoir: *ESCARPINS* à boucles, *SOULIERS & BRODEQUINS* en peau de daim tanée, pour les personnes qui sont délicates du pied, qu'il vendra à des prix modérés, à l'encoignure des rues Condé et Dumaine.
25 août—6 J. G. ARRAIZA.

FARINE FRAICHE.—100 bls. farine fraiche, de froment de qualité supérieure, reçus par le bateau-à-vapeur Tippecanoe, de Louisville, et à vendre par P. M. TOURNÉ.
25 août rue de la Nouvelle-Levée no. 15.

EN débarquement et à vendre par *E. Johns & Co.*, rue de Chartres, No. 113.
5 Piano-forte, de Vienne, de qualité supérieure.
Un assortiment de musique nouvelle de Philadelphie et New-York.
Cartes allemandes superfines; do. Eagle, Harry & co. et Merry Andrew, no. 1 et 4; do. blanches.
Plumes en acier, argent, et de composition.
Ivoires de miniature; soucoupes à couleur de chine, do. roses et rouges.
Mesures en ruban de 60, 80 et 100 pieds.
Instruments de mathématiques, très fins, sable coloré, cahiers à dessein.
Jeux d'échecs et échiquiers, très beaux, do. de Back Gammon. 25 août.

10 PIASTRES DE RECOMPENSE.

SERONT données pour l'arrestation de la négresse américaine nommée **HIDÉ**, partie de chez le soussigné, rue St.-Anne, vis-à-vis la Place d'Armes, le 14 du courant; elle est âgée d'environ 20 ans, taille moyenne, faible complexion, elle a le pouce de la main droite endommagé, et les jambes cicatrisées; parlant anglais et français, elle était vêtue lors de son départ d'une robe de bontin à carreaux bleus.
La récompense ci-dessus sera donnée à quiconque la mettra dans une des geoles de cet état, ou la ramènera au Soussigné.
23 août—3 PIERRE BONAMI.

VENTES A L'ENCAN.

PAR T. MOSSY.

VENDREDI, 26 du courant, il sera vendu, à 11 heures du matin, au magasin d'encan, 20 balles Indiennes, et 10 caisses Souliers assortis, pour hommes, femmes et jeunes gens. On annoncera les conditions. 25 août.

PAR T. MOSSY.

JEUDI, 25 du courant, il sera vendu sur la Levée, vis-à-vis la Douane, à 4 heures de l'après midi—50 boucauts RUM débarquant du brick North, venant de la Jamaïque.
On annoncera les conditions. 25 août.

PAR F. DUTILLET.

IL sera vendu, en vertu d'un ordre de l'honorable Cour des Preuves dans et pour cette ville et paroisse d'Orléans, en date du 20 août courant, les biens mobiliers et immobiliers dépendants de la succession de feu AN